

A l'heure qu'il est, l'erreur de 1791 n'est pas encore réparée ; malgré la leçon terrible de 1848, malgré les efforts sans nombre des économistes catholiques, malgré les avertissements redoutables des théories et des faits, l'association pour "intérêt commun", la réunion pour cause de protection commune ne sont point légalement permises et sont à peine tolérées sous le bon plaisir d'une administration qui se dépouille presque toujours de toute initiative et qui n'a guère gardé que le pouvoir d'interdire.

En revanche, — et par une contradiction, que nous avons criée sur les toits, mais vainement, — en revanche, la "coalition", et la "grève," qui en est la suite, sont régulièrement installées dans la loi.

Aussi, que voyons-nous ? A la moindre difficulté, pour des prétentions que nous ne voulons pas juger, mais qui peuvent être le résultat d'un essai audacieux ou d'un dangereux caprice, tout à coup le travail cesse chez des centaines et des milliers d'ouvriers ; les ateliers sont mis en interdit, la production s'arrête ; tout un peuple, conduit par ses tribuns, se retire sur le mont Sacré. Encore un coup, c'est la guerre !

Et la guerre entre qui ? entre les ouvriers et les patrons, entre le travail et le capital, c'est-à-dire entre les intérêts les plus connexes, entre les classes qui ont le besoin le plus intime de s'unir et de s'entendre !

Au détriment de qui ! des deux partis d'abord : les ouvriers souffrent et les patrons se ruinent ; du pays ensuite ; les consommateurs, le public, la France, sont privés des produits nécessaires, et, en fin de compte, c'est sur ce public, c'est sur la richesse générale, c'est sur la société que retombent les frais de cette lutte fratricide.

Quoi de plus amer ? — Eh bien ! il y a quelque chose de pire encore, et il faut que nous ayons le courage de le dire, parce que nous serions coupables de tenir la vérité captive et que les périls crévent les yeux des moins clairvoyants. Ce quelque chose, c'est le prétendu principe de la "solidarité", qui vient de faire son apparition dans les "grèves" actuelles, et qu'il faut démasquer et arrêter au passage.

Autant nous aimons et nous revendiquons l'association pour les ouvriers du même métier, ayant un intérêt commun et des conditions communes de travail, autant nous repoussons la "solidarité" générale entre toute espèce de "travailleurs", comme on dit dans les régions socialistes. Pour nous, "travailleurs" "solidarité" "association universelle", sont des mots meurtriers qui mènent à des guerres sociales.

Le "travailleur" *in genere*, les "travailleurs" pris comme masse, comme classe, n'existent pas. Il y a, et nous leur sommes profondément dévoués, il y a des ouvriers, des métiers, des corporations libres ; ces ouvriers ont le droit de se réunir, de se concerter ; ces métiers forment des liens utiles, respectables, nécessaires entre ceux qui les